



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

La production agro-industrielle en URSS, problème de gestion

Y.A. Tikhonov

Citer ce document / Cite this document :

Tikhonov Y.A. La production agro-industrielle en URSS, problème de gestion. In: Économie rurale. N°132, 1979. pp. 31-36;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1979.2644>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1979_num_132_1_2644

Fichier pdf généré le 08/05/2018

LA PRODUCTION AGRO-INDUSTRIELLE EN URSS, PROBLÈMES DE GESTION

Professeur Y.A. TIKHONOV

*Académicien du Vaskhnil (Académie nationale des sciences agricoles Lénine,
Institut de l'économie de l'Académie des Sciences de l'URSS)*

Chapitre I

L'intégration de l'agriculture et de l'industrie en tant qu'expression directe du processus de division du travail et de la tendance croissante à la transformation de l'agriculture en secteur « pur », est très logique. Cette tendance est inévitable, Karl Marx a été l'un des premiers à le signaler. Analysant les lois du développement de la grosse industrie des machines, Karl Marx montra que ce processus consommait la rupture de la primitive alliance entre l'agriculture et l'industrie, qui unissait les formes embryonnaires de l'une et de l'autre. Selon Karl Marx, le remplacement de la production routinière et irrationnelle en agriculture par l'application technologique consciente de la science en sera la première conséquence. Sur cette base surgiront les conditions matérielles d'une nouvelle synthèse, d'une synthèse supérieure, l'union de l'agriculture et de l'industrie » (1) provenant de la fusion de leurs structures divergentes. Au milieu du 19^e siècle, il aurait été difficile de prédire de façon plus précise les processus qui se sont déroulés un siècle après.

Le processus d'alliance de l'agriculture et de l'industrie s'étend à tous les niveaux de la production. Et chaque fois il se manifeste sous des formes variées, mais partout le contenu demeure le même : d'une part, division du processus initial en fonctions de productions variées et individualisation de celles-ci ; d'autre part, regroupement des fonctions relativement isolées en un système technologique commun (chaque maillon constituant la suite de la fonction précédente, et le point de départ de la fonction suivante). Ce processus qui s'amplifie témoigne de la socialisation de plus en plus poussée de la production. Mais comme chaque maillon tient le rôle d'un élément relativement isolé du système de production, son fonctionnement est caractérisé par des contradictions internes. La plus ou moins bonne gestion du système économique constitué par le complexe agro-industriel du pays détermine en grande partie l'aggravation de ces contradictions ou la possibilité de

les régler à temps. Ce système économique est des plus complexes. Dans les grandes lignes, sa **structure sectorielle** est déterminée par l'ensemble des secteurs de l'économie nationale, dont les activités sont liées et traduisent la succession des divers stades technologiques et économiques de la production agricole, de sa transformation en objets finis de consommation, et de leur distribution aux consommateurs.

La structure du complexe agro-industriel dans sa « coupe verticale » se caractérise par deux niveaux principaux. Le niveau de la production est représenté par quatre secteurs :

— **secteur de production** : entreprises agricoles d'Etat, kolkhozes, exploitations familiales des kolkhoziens, des ouvriers et des employés ; entreprises de production se spécialisant dans la transformation des matières premières agricoles, ainsi que dans la production des aliments composés, des semences hybrides, dans la production du jeune bétail de race et hybride, etc ;

— **secteur des services de production** : entreprises assurant la réparation de tous les genres de matériel ; construction des installations de production, des ouvrages hydrauliques et autres ouvrages d'usage courant à la campagne, fourniture des moyens de production aux systèmes d'assainissement agricole, aux services agro-chimiques, vétérinaires et autres ;

— **secteur de la commercialisation du produit fini** : entreprises et organisations du commerce de détail et de la restauration ;

— **secteur de l'infrastructure** : entreprises et organisations assurant l'approvisionnement en matériaux et équipements techniques et l'écoulement, les achats en gros des matières premières agricoles ; entreprises de transport et de communication, organes d'administration économique. Les entreprises agro-industrielles, les combinats agro-industriels et les groupements agro-industriels représentent les formes d'organisation les plus répandues de l'intégration agro-industrielle. Par-

(1) Voir K. MARX, « Le Capital », Tome I. K. MARX et F. ENGELS, Œuvres, t. 23, p. 514, Moscou, 1966

fois, des établissements de recherches scientifiques en font partie ; dans ce cas les groupements deviennent groupements scientifiques et de production.

Au niveau économique le plus élevé se trouvent les branches de l'économie nationale ou leurs éléments relativement autonomes, se spécialisant dans la production des produits agricoles, dans leur transformation en produits alimentaires, fibres, vêtements, chaussures et dans le commerce de détail de ces marchandises, ainsi que dans la fabrication des moyens de production adéquats.

Chaque participant à la production intégrée ne remplit qu'une fonction partielle du processus commun de production. Mais ces fonctions sont relativement isolées les unes des autres, ce qui engendre des intérêts et des contradictions économiques, spécifiques à chaque niveau. Ceux qui apparaissent au niveau de l'entreprise ou du groupement créent eux-mêmes le mécanisme de leur disparition. Les autres ne se manifestent qu'au niveau des entreprises et des groupements, mais ne peuvent pas y être réglés, car ils sont engendrés par les rapports au niveau plus élevé. Cela détermine la corré-

lation étroite et organique entre les niveaux et définit la nécessité d'aborder de façon complexe les problèmes posés par la gestion de la production intégrée.

Elle repose sur le principe de la combinaison du centralisme dans la gestion des secteurs avec le démocratisme dans la régulation des relations économiques entre les entreprises de production au niveau de leurs groupements sur le plan horizontal et dans le domaine de leurs liens « verticaux », découlant de la spécialisation des entreprises du cycle de reproduction (2).

C'est pourquoi le problème de la gestion de la production agro-industrielle intégrée au niveau des entreprises spécialisées et de leurs groupements, ne peut pas être examiné séparément de la gestion du fonctionnement de l'ensemble agro-industriel économique du pays. Ce dernier, considéré comme une structure au sein de l'économie nationale, représente un certain nombre de secteurs spécialisés, liés les uns aux autres par une fonction commune à objectif déterminé, orientés sur la production maximale de produit fini (vivres, vêtements, fibres, chaussures...) et sur celle de denrées pour l'exportation et les réserves, produites à partir des matières premières agricoles.

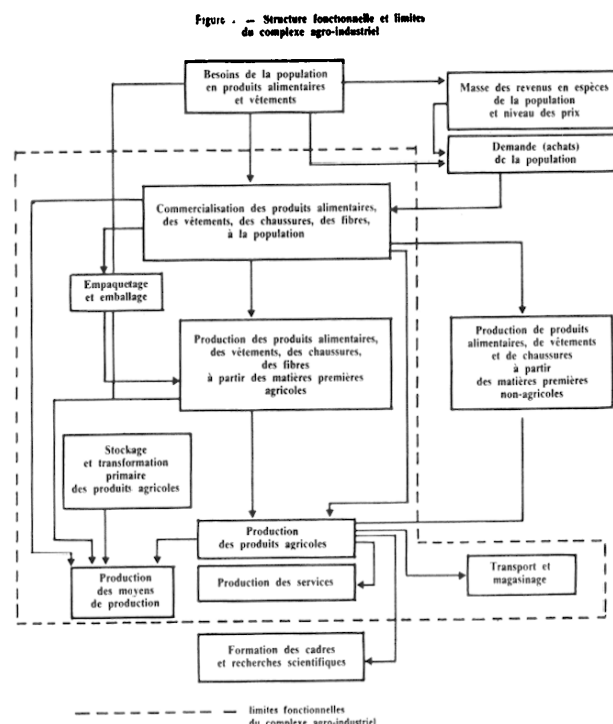
Chapitre II

Les divers secteurs de l'économie nationale qui font partie du complexe agro-industriel sont tous orientés vers un objectif commun et, par suite, représentent un système uni. Mais en même temps, tous sont autonomes dans une certaine mesure, et chacun accomplit sa fonction relativement particulière, ne coïncidant pas avec la fonction finale du complexe dans son ensemble.

Chacun tend ainsi à atteindre son objectif propre en se guidant sur ses intérêts économiques spécifiques. L'élaboration du mécanisme de gestion, économique en premier lieu, qui combinerait les intérêts économiques variés dans leur orientation vers le même résultat final à court et à long terme, soumettant les objectifs particuliers des secteurs à l'objectif final commun du système dans son ensemble, constitue le problème majeur de la gestion de tels systèmes multisectoriels. L'objectif défini est évidemment la satisfaction maximale, durant chaque période, des besoins humains en achats d'aliments, vêtements, chaussures et autres objets de consommation fabriqués à partir de matières premières agricoles. C'est sur cette base que se définit la fonction à objectif déterminé remplie par la gestion du complexe, notamment l'équilibre intérieur et intersectoriel de celui-ci. Pour souligner l'influence de l'objectif final sur le système de production du complexe agro-industriel, sa structure fonctionnelle et ses limites peuvent être représentées par un schéma (figure 1).

La production agricole sert d'intégrateur au complexe agro-industriel, elle en est le maillon central.

Le fait marquant de ces dernières années est la croissance intensive des volumes traités et l'élargissement



(2) La gestion centralisée des systèmes de production, notamment des systèmes agro-industriels, n'est pas particulière aux pays socialistes. Les exploitations spécialisées américaines font l'objet, de la part de telle ou telle firme industrielle, dans le système de l'intégration verticale, d'une gestion centralisée non moins rigide que celle des kolkhozes soviétiques. La différence de principe consiste dans les possibilités de régler les contradictions économiques, apparaissant au niveau des firmes, mais se manifestant au niveau des fermiers. Ces possibilités se présentent très différemment dans les pays socialistes et les pays capitalistes. Elles sont plus importantes là où il y a des moyens réels d'exercer une influence sur les solutions économiques et la politique économique des firmes.

des liens du complexe agro-alimentaire avec des secteurs non-agricoles de l'économie nationale.

Cela se manifeste d'abord par l'augmentation rapide de la masse des moyens de production, employés et consommés en agriculture, qui sont d'origine industrielle ; ensuite, par la croissance absolue et relative des produits agricoles qui, avant d'être livrés aux consommateurs, passent par la transformation industrielle.

Les renseignements par kolkhozes et sovkhoses fournis par le Ministère de l'Agriculture de l'URSS (1966 à 1976) sont présentés ci-dessous (en milliards de roubles - prix comparés de 1973) :

	1966	1976	1976/ 1966
Produit global	60.3	82,7	1.371
dont : production marchande, transformée principalement industriellement	37.1	56,1	1.512
Production marchande/ produit global (en %).	61,5 %	67.8 %	
Prix des moyens de production d'origine industrielle :			
employés (fonds fixes de production)	55,4	144.1	2.6
dépenses matérielles courantes (consommées)	12,4	28,9	2.33
Leur part dans le prix du produit global (en %)	20,6 %	34,9 %	

Source : D'après les données des comptes rendus annuels des kolkhozes et des sovkhoses du Ministère de l'Agriculture de l'URSS.

A l'heure actuelle, l'agriculture consomme la production de plus de 60 branches non-agricoles et fournit ses produits (consommation et transformation industrielle) à 82 secteurs de l'économie nationale. Le prix des moyens de production d'origine industrielle consommés dans l'agriculture représentait en 1966 46,7 % et en 1976, environ 62 % de toutes les dépenses matérielles (3). Il est évident que, durant le développement des liens intersectoriels, les résultats économiques de son fonctionnement et, par conséquent, les rythmes de sa reproduction élargie dépendent de plus en plus de la structure et de la qualité des moyens de production, fournis par des secteurs industriels, ainsi que des conditions de réalisation, c'est-à-dire de l'échange marchand

(3) D'après les données des comptes rendus annuels des kolkhozes et des sovkhoses du Ministère de l'Agriculture de l'URSS.

(4) Economie nationale de l'URSS en 60 ans, page 278.

intersectoriel. Plus grande est l'échelle de l'intégration agro-industrielle, plus considérable est cette dépendance. C'est pourquoi le problème de la régulation de l'interaction intersectorielle au sein du complexe agro-industriel au cours du développement de l'intégration agro-industrielle revêt une importance de plus en plus grande. Pour le résoudre avec succès, le système de la gestion planifiée centralisée du développement des secteurs faisant partie du complexe agro-industriel, assure les conditions les plus favorables. On peut illustrer cette conclusion par l'exemple de l'URSS. Dans l'ensemble du pays, la croissance annuelle moyenne de la production des produits industriels de 1966 à 1976 équivalait à 3,5 % (4). Une comparaison entre Etats permet de conclure que ces rythmes ne sont pas mauvais. Cependant, nous ne les considérons pas comme satisfaisants. En effet, les besoins de la population en ce qui concerne les achats de produits agricoles augmentent plus rapidement que ne croît le volume de la production ; de plus les rythmes de croissance sont, en réalité, inférieurs à ceux que l'on pourrait objectivement atteindre. Cela s'explique en grande mesure par l'imperfection du mécanisme d'interaction intersectorielle de l'agriculture avec les secteurs qui lui fournissent des moyens de production et transforment ses produits ; la structure des moyens de production est alors peu rationnelle, les conditions de l'échange intersectoriel sont imparfaites. Ayant dégagé cette cause et disposant des moyens de l'action gestionnaire centralisée, le Comité Central du Parti Communiste de l'Union Soviétique a pris en juillet 1978 des décisions tendant à corriger ces disproportions. A cet effet, des ressources matérielles adéquates sont affectées de façon centralisée, et des mesures sont prévues afin de normaliser le rapport des prix des divers produits issus des secteurs du complexe agro-industriel. Il y a tout lieu de croire que l'ensemble de ces mesures assurera des conditions favorables à l'élévation des rythmes de croissance de la reproduction élargie tant dans l'agriculture que dans le complexe agro-industriel multisectoriel du pays tout entier.

Plusieurs secteurs importants, parfois même des agrégats complexes, se rattachent au complexe agro-industriel en URSS. Si on considère cet ensemble comme une structure qui constitue par elle-même un objet de gestion autonome, et si l'on étudie cette structure d'après les étapes du cycle de reproduction, en utilisant la classification des secteurs adoptée en URSS, sa composition sectorielle se présente comme suit.

I. Secteurs produisant les moyens de production

1. Constructions mécaniques (tracteurs, machines agricoles pour l'élevage et la production des fourrages, équipements technologiques pour industries légère et alimentaire).
2. Réparation de tous les types d'équipements en agriculture, dans les industries légère et alimentaire, dans le commerce et la restauration.
3. Production des engrais minéraux et des moyens de protection des plantes.
4. Industrie microbiologique et des aliments composés.

II. Agriculture

1. Culture des plantes.
2. Elevage.

III. Secteurs se spécialisant dans la fabrication du produit fini à partir des matières premières agricoles

1. Industrie alimentaire (industrie de transformation des produits alimentaires, industrie laitière et de la viande).
2. Industrie légère (textile, industrie du cuir et de la fourrure, industrie de la chaussure).
3. Commerce de détail des produits alimentaires, des fibres, des vêtements, des chaussures, système d'alimentation collective.

IV. Secteurs desservant la production agricole

1. Bâtiment agricole (bâtiment de production, construction en vue de l'amélioration des routes à la campagne).
2. Transport et communications spécialisées (desserte de la production agricole).
3. Système d'achats en gros des produits agricoles (y compris leur traitement primaire).
4. Système d'approvisionnement en matériaux et équipement technique.
5. Système de services (agrochimique, vétérinaire, arpentage, protection de l'environnement, desserte des systèmes d'irrigation, service de quarantaine, etc.).
6. Organes de gestion de la production agro-industrielle.

Cette liste montre que le complexe agro-industriel est un système de production complexe. Il utilise plus de 28 % des fonds fixes de production de l'économie nationale du pays (sans tenir compte de la terre) ; 40 % de l'ensemble des travailleurs employés à la production matérielle y travaillent. La production globale du complexe agro-industriel représente environ 38 % du produit social brut et la part de sa production nette dans le revenu national du pays dépasse 41 %. Les données suivantes permettent de se faire une idée de l'échelle et de la structure de sa production (5).

Le produit fini du complexe agro-industriel représente plus de 170 milliards de roubles, soit plus de 80 % des dépenses de la population pour la consommation individuelle. Il est évident que la gestion d'un système de production multisectoriel aussi complexe,

	Nombre de travailleurs (millions)	Fonds fixes de production (milliards de roubles)	Prix de la production (prix réels de la commercialisation en roubles)
1	2	3	4
Secteurs agricoles ..	28,7	112,7	108,8
Secteurs, produisant le produit fini à partir des matières brutes agricoles (industrie légère et alimentaire) ..	5,1	20,6	100,7
Secteurs fabriquant les moyens de production pour l'agriculture	2,3	14,8	27,0
Secteurs, assurant les services de production de l'agriculture	7,5	30,7	33,6
Total	43,6	178,8	270,1

Remarque : les volumes de production des secteurs industriels et des secteurs de l'infrastructure sont calculés en fonction de leur participation directe à la production, à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles.

directement lié à la satisfaction des besoins primordiaux, est une tâche très ardue. C'est pourquoi une gestion planifiée de ses activités est poursuivie en URSS, par la recherche et l'élaboration des formes économiques et de l'organisation les plus rationnelles. Elle repose sur le principe qui, combinant la gestion sectorielle à la gestion de programme en vue d'un objectif défini, permettrait, en ne retirant rien à la gestion de chaque secteur, d'assurer une régulation satisfaisante de l'interaction intersectorielle (sans léser les intérêts sectoriels) et de les orienter tous vers l'obtention maximale du produit fini et du résultat final. Dans les conditions de planification et de formation centralisées des prix, la résolution des problèmes de gestion à ce niveau économique détermine à bien des égards les conditions économiques et les résultats du niveau inférieur, celui de la production. Le problème de la gestion y est d'autant plus compliqué qu'il est nécessaire de tenir compte non seulement des intérêts sectoriels, mais encore des particularités locales, dues aux conditions naturelles et économiques spécifiques à la reproduction. C'est pourquoi, en matière d'intégration agro-industrielle, l'unité des positions sectorielle et de programme, est complétée par le principe selon lequel on prend en considération les conditions territoriales de la production et de la consommation des produits.

Chapitre III

La gestion au niveau des entreprises et des groupes agro-industriels relève de la combinaison des différentes approches : ainsi, les méthodes de l'action gestionnaire tendent à combiner le centralisme et le démocratisme. Le centralisme domine dans l'élabora-

tion de la stratégie du développement des systèmes agro-industriels, les prévisions à long terme, la planification à longue et moyenne échéances des principaux paramètres économiques et de production, ainsi que dans la distribution des ressources de production indispensables. Le démocratisme, axé sur l'esprit d'initiative des collectivités de production et des dirigeants d'un certain niveau, est dominant lorsqu'il s'agit de résoudre

(5) Questions de l'économie, 1975, N° 4, p. 58.
Economie nationale de l'URSS en 1972, pp. 59, 60, 503, 523, 533.

des problèmes du court terme, dans le domaine de l'interaction des entreprises coopérant au sein de leurs groupements de production, et aussi dans les rapports entre groupements voisins (en général dans les limites d'une même unité administrative).

En vue d'une intégration maximale de l'agriculture, de l'industrie, du service agricole et du commerce une tendance se développe et devient même parfois prépondérante : elle consiste à combiner gestion sectorielle et gestion de programme (à objectif déterminé) dans le **cadre d'un district défini** formant un complexe social de production intégré et relativement fermé. Dans la plupart des cas les paramètres de ces complexes territoriaux coïncident avec les limites des régions administratives, au sein desquelles se sont formées les principales caractéristiques qualitatives relatives à la structure de la production, aux lignes dominantes de sa spécialisation, etc.

La région administrative constitue l'objet principal de la gestion centralisée et est en même temps le sujet de l'administration autonome. En règle générale elle recoupe les grandes unités de production du **secteur agraire** : kolkhozes, entreprises agricoles d'Etat, exploitations familiales sont représentées dans le territoire du district ; les **secteurs des services agricoles** : entreprises de réparation et d'entretien technique des machines agricoles et des équipements complexes, entreprises produisant les aliments composés, entreprises et organisations responsables de la construction des ouvrages de production et des installations d'amélioration, établissements et organisations de stockage, entreprises dispensant des services agrochimiques et vétérinaires, etc ; le **secteur industriel** : entreprises de traitement des produits agricoles périssables et se prêtant mal aux transports (laiteries, boucheries, conserveries de légumes, usines de vinification, distilleries et usines de fabrication d'amidons et de sirop, etc).

A l'exception des entreprises agricoles, chaque entreprise « à la verticale » relève de la compétence des départements sectoriels. Mais le produit fini de leurs activités est le résultat de leur interaction « à l'horizontale », c'est-à-dire au niveau de tel ou tel district. C'est la raison des groupements agro-industriels intradistrict qui combinent l'intégration horizontale (territoriale) et verticale (intersectorielle) de la production.

Selon les formes d'organisation de la coopération agro-industrielle, deux types d'intégration et de production se dégagent : **entreprises agro-industrielles** de type combinat où la production agricole est liée, sur le plan de l'organisation, au traitement des produits agricoles dans le cadre d'un même procédé technologique et économique, et **groupements agro-industriels** dont font partie les entreprises spécialisées autonomes d'agriculture, de services agricoles et de transformation.

Dans le premier cas, l'agriculture et la transformation industrielle de ses produits sont intimement liées l'une à l'autre et représentent les éléments d'un procédé

économique et technologique de reproduction. Dans le second cas, chaque entreprise faisant partie du groupement demeure autonome sur le plan économique et juridique. L'approvisionnement en matériaux et équipement technique (principales ressources de production) et l'écoulement des produits y sont centralisés. Ce dernier fait partie des tâches prévues par le plan des entreprises, et dans certains cas est inscrit dans les accords mutuels.

La participation des entreprises agricoles aux activités des groupements agro-industriels prend des formes très variées. Les entreprises qui se spécialisent dans la fabrication de produits prédominants pour le groupement dans son ensemble, en font partie en tant que membres du groupement. Ces entreprises bénéficient de tous les droits et de tous les avantages découlant de la coopération.

Dans d'autres cas si, par exemple, telle ou telle entreprise se spécialise dans la fabrication de produits qui ne sont pas prédominants pour le groupement, l'entreprise peut y adhérer en tant que membre fonctionnel ou associé. Ses rapports avec le groupement sont alors fixés dans des accords qui prévoient l'accomplissement des fonctions en une coopération fructueuse tant pour l'entreprise que pour le groupement ; les fonctions ainsi prévues sont en général les services agricoles ou la production des produits secondaires, en marge de la spécialisation principale du groupement. Cette situation est habituellement celle d'entreprises très spécialisées : élevages de volailles, élevages d'animaux à fourrure, exploitations fournissant la matière première pour la fabrication d'huile, etc. D'habitude ces entreprises font partie « à la verticale » d'une firme spécialisée au niveau national (ou au niveau des Républiques), de types « Ptiseprom », « Skotoprom », « Zvéroprom », etc ; au sein du groupement de district elles n'accomplissent que certaines fonctions de production.

Les groupements agro-industriels de district s'implantent rapidement. Avec le temps ils deviendront la forme dominante de la production intégrée, au même titre que les groupements spécialisés « verticaux » au niveau national et au niveau des Républiques fédérées.

L'exemple du groupement agro-industriel de Talsin (R.S.S. de Lettonie) en est une illustration.

Le district de Talsin dispose de 121.000 hectares de terres se prêtant à l'agriculture, dont 41.000 ha de terres arables. Dans ce district 9 kolkhozes (superficie moyenne des terres exploitées : 9.600 ha), 5 sovkhazes disposant en moyenne de 5.200 ha et d'exploitations familiales, assurent la production agricole. Une station agronomique de sélection, une organisation interkhozienne d'insémination artificielle du bétail, ainsi que 14 entreprises et organisations desservant l'agriculture et transformant ses produits, fonctionnent dans le district. Environ 20.000 travailleurs sont occupés à la production sociale : 8.300 d'entre eux sont occupés directement dans l'agriculture, 5.500 travaillent dans

des entreprises et organisations liées à l'agriculture. Par conséquent 13.800 personnes, soit 69 % des travailleurs du district, sont occupées à la production agro-industrielle.

Toutes les entreprises et organisations de la sphère de production agro-industrielle se sont groupées volontairement au sein du groupement agro-industriel de district, dans le cadre des trois spécialisations dominantes :

agriculture et élevage : kolkhozes, sovkhoses du Ministère de l'agriculture, exploitations familiales, station agronomique de sélection, organisation interkolkhozienne d'insémination artificielle du bétail ;

services agricoles : organisation interkolkhozienne du bâtiment, organisation de district « Selkhozteknika » du Comité d'Etat (ravitaillement technique et de production de l'agriculture), entreprise de district de construction des ouvrages hydrauliques du Ministère de l'amélioration et de l'économie hydraulique ;

production industrielle : usine de production d'aliments composés du Ministère de stockage, boucherie et laiterie du Ministère de l'industrie laitière et de la viande, et certaines autres entreprises et organisations.

La plupart des entreprises, faisant partie du groupement, relèvent d'une double tutelle. Pour le secteur de production, chacune relève de la compétence de son département ; pour le territoire, toutes sont subordonnées au Conseil électif, organe suprême de gestion du groupement, dont font partie 82 représentants des entreprises membres. Le Conseil du groupement élit la Direction, soit 15 membres représentatifs du Conseil, responsables des affaires courantes.

Le groupement représente l'association de production de type territorial et sectoriel. Le principe sectoriel de la gestion favorise la spécialisation de chaque entreprise et la concentration de sa production. Le principe territorial permet d'intégrer les productions spécialisées à la base du programme et d'atteindre l'objectif déterminé lors de la planification à long terme du développement économique, social et de production du complexe agro-industriel de district en tant que système intégré relativement fermé. Cette base a la possibilité d'assurer la proportionnalité et l'équilibre intersectoriel nécessaire, ainsi que de combiner les paramètres du développement social et de la production dans leur dynamisme.

Dans son ensemble le groupement relève de la compétence du Soviet des députés du peuple.

Le groupement concentre les principales fonctions de la gestion : planification du volume de production vendue aux organes de stockage d'Etat et participant au roulement économique au sein du groupement, répartition des principales ressources nécessaires à la production. A cet effet ont été créés des fonds centralisés de financement pour les gros travaux de production. Cet instrument de régulation économique du Groupement est très important, il permet d'équilibrer

comme il se doit divers types de production, et de niveler les conditions économiques et naturelles, c'est-à-dire de prévenir la différenciation économique éventuelle des entreprises.

Dans les rapports économiques entre les membres du Groupement, on a recours aux prix calculés ; ceux-ci permettent d'assurer aux membres l'accumulation de sommes égales par unité de ressources intégrées consommées (où sont calculés les fonds de production employés, les dépenses matérielles courantes, et les ressources en main-d'œuvre, estimées d'après les normes de salaire). La répartition du profit total entre les membres du Groupement, se fait sur la base d'un profit égal par unité normalisée des ressources consommées. L'orientation économique de tels groupements agro-industriels se résume ainsi :

premièrement, des conditions favorables sont créées en vue de l'interaction intersectorielle des entreprises participant aux différentes étapes technologiques de production du produit fini, **sur la base d'un avantage mutuel** ou bien d'un échange. Ces conditions sont élaborées démocratiquement avec la participation active de tous ceux qui prêtent leur concours à la production ;

deuxièmement, le Groupement assure des conditions favorables à la spécialisation de ses membres (base de la concentration de la production), ce qui contribue à sa socialisation plus poussée et à la croissance de la productivité du travail ;

troisièmement, le Groupement prend des mesures réalistes pour prévenir la différenciation économique des entreprises qui, se spécialisant dans les fonctions de production, n'offriraient pas des avantages économiques comparables aux exécutants ;

quatrièmement, la formation du Groupement permet d'assurer non seulement l'intégration des divers types de production (agricole et industrielle), mais d'intégrer de façon organique les processus du développement économique et social à la campagne : il convient en effet de maîtriser les courants indésirables de migration de la population. Ainsi la campagne pourra remplir pleinement ses fonctions économiques dans un avenir proche et lointain.

**

La réalisation des aspects positifs de l'intégration agro-industrielle, ainsi que celle des autres importants phénomènes socio-économiques, sont déterminées dans une grande mesure par l'application rationnelle des formes économiques et d'organisation. C'est pourquoi les efforts des établissements scientifiques de l'Académie des Sciences de l'URSS, de l'Académie nationale des sciences agricoles Lénine, des ministères et des départements, ainsi que ceux des organes administratifs, du Parti et des Soviets sont appliqués à leur élaboration et à leur perfectionnement.